

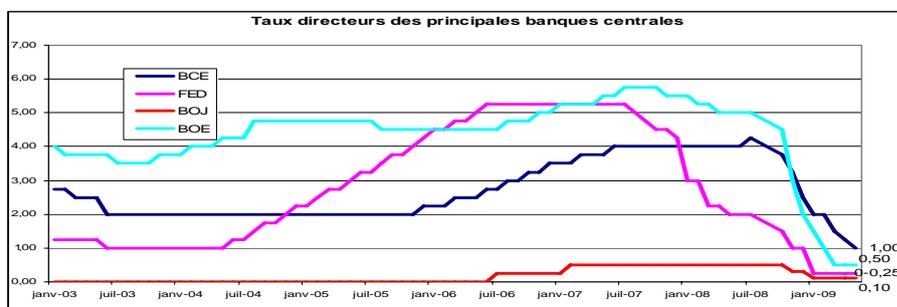


## 1 - Actualité nationale et internationale

### Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 2 septembre 2010 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe que la reprise économique dans la zone euro devrait se poursuivre à un rythme modéré dans un contexte encore marqué par l'incertitude.



### Chômage

Recul du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France et baisse du taux de chômage au premier trimestre 2010...

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits au Pôle Emploi s'établit à 2 676 600 à fin juillet 2010, soit une baisse de 0,5 % sur un mois en données CVS-CJO (- 14 400 personnes). Sur un an, ce nombre augmente de 5,4 % (+ 5,2 % pour les hommes et + 5,7 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A croît de 17,1 %. Selon les données provisoires publiées par l'INSEE, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit à 9,3 % de la population active métropolitaine au deuxième trimestre 2010, en baisse de 0,2 point par rapport au premier trimestre 2009. En incluant les DOM, il s'établit à 9,7 %.

.....Stabilité du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10 % en juillet 2010, inchangé par rapport à juin. Il était de 9,6 % en juillet 2009. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,6 % en juillet 2010. Il était de 9,1 % en juillet 2009.

### Inflation

Baisse des prix en France et du taux d'inflation dans la zone euro

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France baisse de 0,3 % sur un mois en juillet 2010 ; sur un an, il croît de 1,6 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 0,8 %.

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 1,6 % en août 2010. En juillet, il était de 1,7 %.

### Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 7 septembre 2010 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. En juillet 2010, la production industrielle du Japon a progressé de 0,3 %. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont baissé de 1,1 % sur un an en juillet. Les dépenses de consommation des ménages ont augmenté de 1,1 % en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 5,2 % contre 5,3 % en juin. En juillet 2010, les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 23,5 % et de 22,7 % sur un an et l'excédent commercial a progressé de 119 % en glissement annuel à 7,3 milliards d'euros.

Le PIB de la Chine a dépassé celui du Japon

### Supervision financière dans l'Union européenne

### Publication au Journal Officiel de la République

Réforme du crédit à la consommation

Outre-mer

### Publications

Institutions de microfinance

La cherté du yen par rapport au dollar et à l'euro pénalisant les exportations japonaises, le premier ministre a annoncé un nouveau plan de relance économique d'un montant de 8,5 milliards d'euros.

Selon les données provisoires, le PIB de la Chine s'est établi à 1 337 milliards de dollars au deuxième trimestre 2010 contre 1 228 milliards pour le Japon. En juillet 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 13,4 % en glissement annuel contre 13,7 % en juin. En juillet 2010, l'indice chinois des prix à la consommation a crû de 3,3 % sur un an contre 2,9 % en juin. Les exportations et les importations chinoises ont augmenté respectivement de 35,6 % et de 47,2 % sur les sept premiers mois de l'année en glissement annuel. L'excédent commercial s'est élevé à 84 milliards de dollars, soit une baisse de 20 % en glissement annuel. Le yuan a atteint son plus haut niveau en seize ans face au dollar mi-septembre.

La Commission européenne, le Parlement et le Conseil sont parvenus à un accord de principe sur la création de nouvelles autorités de surveillance des banques, assurances et marchés financiers européens. La nouvelle architecture comprendra :

- le Comité européen du risque systémique (CERS),
- le système européen de surveillance financière (SESF) composé de trois autres autorités européennes de supervision (AES) : l'Autorité bancaire européenne, l'Autorité européenne des assurances et l'Autorité européenne des marchés financiers.

Le CERS est chargé de détecter les risques pesant sur le système financier dans son ensemble et d'émettre des alertes afin que des mesures soient rapidement prises lorsque c'est nécessaire. Le Comité sera dirigé par le président de la BCE et comprendra les gouverneurs des 27 banques centrales nationales, un vice-président élu par les membres du CERS, le vice-président de la BCE, les présidents des trois nouvelles autorités européennes de surveillance et des observateurs (un représentant des autorités nationales de surveillance accompagnant chaque gouverneur de banque centrale nationale et le président du Comité économique et financier (CEF)).

Cet accord a été entériné par les ministres des Finances lors du Conseil Ecofin du 7 septembre 2010 et sera soumis au vote des eurodéputés lors de la session plénière qui se tiendra du 20 au 23 septembre 2010. Ces nouvelles autorités devraient entrer en fonction en janvier 2011.

#### 1 – Fichier positif

L'arrêté de la ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi du 17 août 2010 nommant les seize membres du comité chargé de préfigurer la création d'un registre national des crédits aux particuliers a été publié au Journal Officiel de la République du 24 août 2010. Le comité sera présidé par M. Emmanuel Constans, président du Comité consultatif du secteur financier.

#### 2 – Encadrer la publicité des crédits renouvelables

Le décret n° 2010-1005 du 30 août 2010 relatif au contenu et aux modalités des publicités portant sur les crédits renouvelables a été publié au Journal Officiel de la République du 31 août 2010.

#### 3 – Encadrer les opérations de rachat de crédits

Le décret n° 2010-1004 du 30 août 2010 relatif aux offres de rachat et de regroupement de crédits a été publié au Journal Officiel de la République du 31 août 2010.

Le décret n° 2010-1048 du 1<sup>er</sup> septembre 2010 relatif à la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer a été publié au Journal Officiel de la République du 3 septembre 2010.

Le Comité de Bâle a publié un rapport sur la régulation des institutions de microfinance. Le Comité recommande d'adapter à leur situation spécifique la plupart des règles applicables aux banques de détail.

Le document est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.bis.org/publ/bcbs175.pdf>

## 2 – Actualité régionale

### Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 7 septembre 2010 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. En juillet 2010, la production industrielle du Japon a progressé de 0,3 %. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont baissé de 1,1 % sur un an en juillet. Les dépenses de consommation des ménages ont augmenté de 1,1 % en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 5,2 % contre 5,3 % en juin. En juillet 2010, les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 23,5 % et de 22,7 % sur un an et l'excédent commercial a progressé de 119 % en glissement annuel à 7,3 milliards d'euros.

Le cours du yen par rapport au dollar et à l'euro pénalisant les exportations japonaises, le premier ministre a annoncé un nouveau plan de relance économique d'un montant de 8,5 milliards d'euros.

Le PIB de la Chine a dépassé celui du Japon

Selon les données provisoires, le PIB de la Chine s'est établi à 1 337 milliards de dollars au deuxième trimestre 2010 contre 1 228 milliards pour le Japon. En juillet 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 13,4 % en glissement annuel contre 13,7 % en juin. En juillet 2010, l'indice chinois des prix à la consommation a crû de 3,3 % sur un an contre 2,9 % en juin. Les exportations et les importations chinoises ont augmenté respectivement de 35,6 % et de 47,2 % sur les sept premiers mois de l'année en glissement annuel. L'excédent commercial s'est élevé à 84 milliards de dollars, soit une baisse de 20 % en glissement annuel. Le yuan a atteint son plus haut niveau en seize ans face au dollar mi-septembre.

### Australie

Accroissement de l'activité australienne au second trimestre 2010

Au deuxième trimestre 2010, le PIB australien est ressorti en hausse de 1,2 %, soit sa plus forte croissance depuis trois ans. Cette progression a été soutenue par l'augmentation des exportations (+26 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre) qui s'explique par une forte demande asiatique en produits miniers. Dans ce contexte, le déficit de la balance australienne des transactions courantes s'est réduit de 66 % par rapport au premier trimestre 2010, à 5,6 milliards de dollars australiens, soit son niveau le plus bas depuis 2002. Le solde des biens, qui enregistrait au premier trimestre 2010 un déficit de 2,7 milliards de dollars australiens, a été excédentaire de 7,4 milliards de dollars australiens au second trimestre 2010.

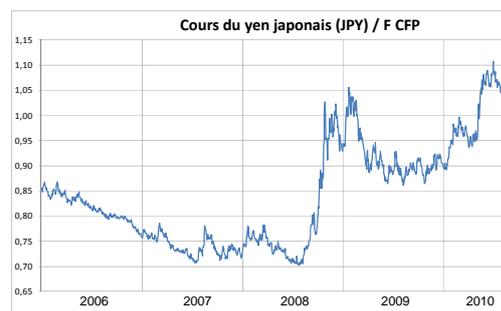
### Nouvelle-Zélande

Progression des exportations et importations

Les exportations et importations de biens en Nouvelle-Zélande ont crû, en glissement annuel, de 12 % au mois de juillet 2010 et la balance commerciale a enregistré un déficit de 186 millions de dollars néo-zélandais. Les exportations à destination de l'Australie et de la Chine, principaux clients de la Nouvelle-Zélande, ont progressé respectivement de 13 % et 30 % sur un an, tandis que les importations en provenance de la Chine, qui représentent 16 % du total des importations, ont augmenté de 20 %.

### Parité des monnaies

Hausse du yuan et du yen



Légère stabilisation des dollars australien et néo-zélandais

## 3 – Brèves économiques locales

### Mentions obligatoires sur les chèques

Depuis le 1<sup>er</sup> septembre, conformément à la réglementation en vigueur, tout chèque ne comportant pas l'ensemble des mentions obligatoires, pourra être rejeté par les banques de la place. A cet effet, les établissements de crédit membres de la Fédération Bancaire Française, l'OPT et l'IEOM ont lancé, depuis le 26 juillet, une campagne d'information et de sensibilisation pour rappeler au public que le montant, la date, le lieu, la signature et l'endos constituent les mentions obligatoires à faire figurer sur un chèque.

### Adoption du projet de loi du pays relative à trois signes identitaires

Le Congrès a adopté, le 18 août, le projet de loi du pays portant sur trois des cinq signes identitaires prévus par l'Accord de Nouméa. Les trois signes adoptés, à savoir l'hymne, la devise et le graphisme des billets de banque, avaient été approuvés par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie le 16 avril 2008 à l'issue d'un concours organisé en 2007. Plusieurs propositions ont été retenues pour le graphisme des billets de banques dont le choix définitif, qui s'appuiera sur des critères techniques, a été confié à l'IEOM.

### Résultats du groupe Eramet pour le 1<sup>er</sup> semestre 2010 et renouvellement du pacte d'actionnaires

Le groupe minier Eramet, maison-mère de la SLN, a généré, au 1<sup>er</sup> semestre 2010, un chiffre d'affaires de 213 milliards de F CFP, en progression de 38 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2009. Le chiffre d'affaires de la branche nickel du groupe s'élève à 58 milliards de F CFP, en hausse de 56 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2009, en raison de l'augmentation des ventes et des prix. En effet, le cours moyen du nickel s'est établi à 9,6 \$/lb au 1<sup>er</sup> semestre 2010, contre 5,3 \$/lb au 1<sup>er</sup> semestre 2009.

La Société Territoriale Calédonienne de Participation Industrielle (STCPI), représentant les trois provinces calédoniennes, et le groupe Eramet ont décidé, le 13 juillet, de reconduire jusqu'au 31 décembre 2011 leur pacte d'actionnaires au sein de la Société Le Nickel. Pour rappel, le capital de la société est détenu à hauteur de 56 % par Eramet, 34 % par la STCPI et 10 % par Nisshin Steel, principal client japonais de la SLN.

### Arrivée des quatre premiers modules destinés au montage de l'usine du Nord

Les quatre premiers modules de l'usine du Nord, sont arrivés au port de Vavouto le 5 septembre, en provenance du chantier de Qingdao en Chine. La livraison de l'ensemble des dix-sept modules devrait s'échelonner jusqu'en novembre 2011, pour une mise en service de l'usine prévue au cours du premier semestre 2012.

### Dispositif d'encadrement des prix d'une centaine de produits

Le gouvernement, habilité par une délibération du Congrès du 2 juin à prendre des mesures spécifiques sur la réglementation générale des prix, a fixé, par arrêté du 3 août, les prix de ventes maximum au consommateur (ou dans certains cas les marges maximum de commercialisation) de 115 produits de première nécessité parmi les plus consommés. La liste de ces produits est disponible sur le site internet du gouvernement (<http://www.gouv.nc/portal/pls/portal/docs/1/12556003.PDF>).

### Création d'une autorité unique d'organisation des transports pour l'agglomération du Grand Nouméa

La Province Sud a approuvé, le 12 août, les orientations générales du Schéma de cohérence de l'agglomération nouméenne (SCAN) et du Plan de déplacement de l'agglomération nouméenne (PDAN). Les mesures relatives à l'aménagement et aux transports, proposées par ces deux plans, visent à assurer un développement cohérent de l'agglomération nouméenne.

Dans ce cadre, afin d'optimiser les réseaux de transports en commun de l'agglomération du Grand Nouméa, les trois autorités organisatrices des transports (Carsud, GIE Karuïa et SIVU Transco) sont, depuis le 1<sup>er</sup> septembre, regroupées au sein d'une structure unique. Cette nouvelle autorité, dénommée « Syndicat mixte des transports urbains » (SMTU), réunit la Province Sud et les quatre communes de l'agglomération du Grand Nouméa et sera compétente dans l'organisation, la gestion et l'exploitation des services de transports en commun. Elle prendra également en charge la maîtrise d'ouvrage des projets d'infrastructures de transports collectifs parmi lesquels la mise en place d'un transport en commun en site propre (TCSP) et de navettes maritimes.

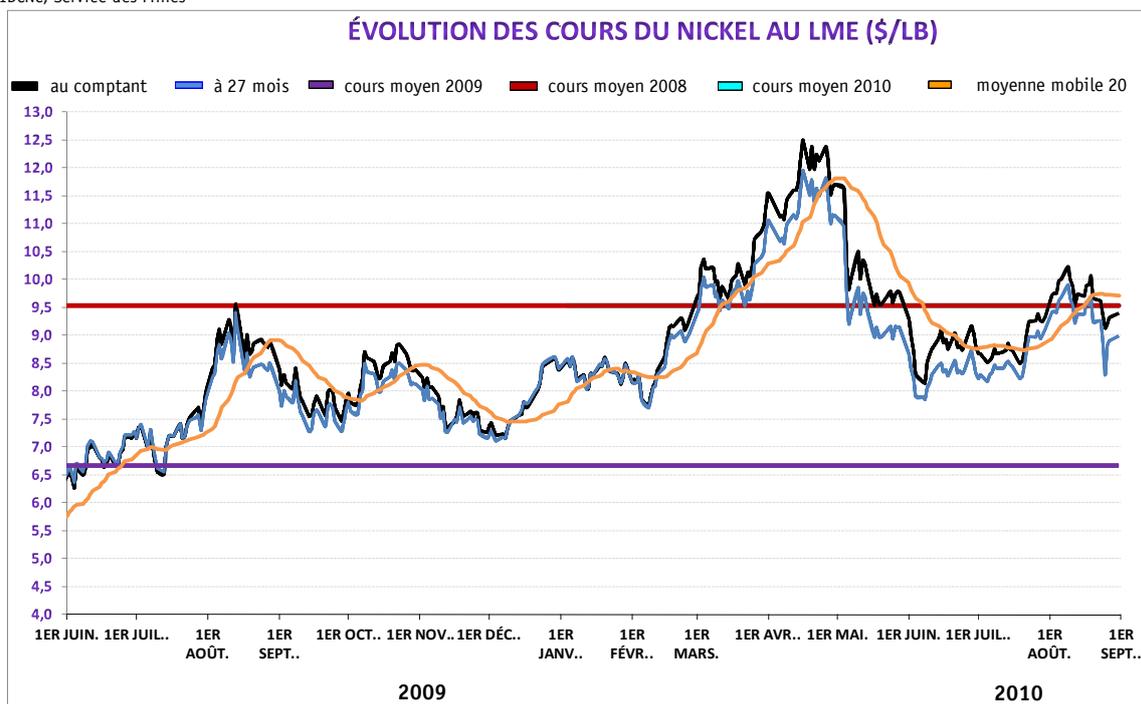
### Baisse des prix des carburants

Au 1<sup>er</sup> septembre, les prix des carburants ont enregistré leur première baisse depuis le début de l'année. Ainsi, le prix du litre d'essence s'établit à 140,5 F CFP (-1,0 % par rapport au mois précédent) et celui de gasoil à 113,3 CFP (-2,2 %).

## 4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		août-10	135,5	0,0%	3,3%
Nombre de demandeurs d'emploi		juil.-10	7 215	-4,8%	1,1%
<b>COMMERCE EXTERIEUR</b> (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	juil.-10	12 023	-3,7%	61,2%
	cumulées	juil.-10	70 112	-	61,0%
Importations	mensuelles	juil.-10	24 385	-3,0%	54,8%
	cumulées	juil.-10	145 847	-	18,9%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
<b>NICKEL</b>					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		août-10	9,71	9,7%	9,1%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		août-10	898,41	9,0%	20,6%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	juil.-10	435	5,2%	26,0%
	cumulées	juil.-10	2 351	-	51,5%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes)	mensuelles	juil.-10	5 137	-4,8%	23,1%
	cumulées	juil.-10	33 395	-	8,2%
<b>TOURISME</b>					
• Touristes débarqués	mensuels	juil.-10	8 836	40,0%	-10,5%
	cumulés	juil.-10	49 441	-	-12,0%
• Nuitées	mensuels	juin-10	41 290	-5,5%	8,3%
	cumulés	juin-10	252 076	-	-12,3%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		juin-10	55,00%	+ 0,1 pts	+ 5,2 pts
• Croisiéristes	cumulés	juil.-10	95 105	-	22,7%
<b>BTP</b>					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	août-10	15 977	35,5%	20,3%
	cumulées	août-10	106 035	-	15,5%
• Index BT 21 (p)		juil.-10	131,68	0,1%	0,8%
• IRL (p)		juil.-10	108,31	0,1%	-1,0%
<b>CREVETTES</b>					
• Exportation de crevettes (en tonnes)	mensuelles	juil.-10	109	3,2%	-22,1%
	cumulées	juil.-10	630	-	-20,7%
• Exportation de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	juil.-10	139	8,2%	-12,7%
	cumulées	juil.-10	875	-	-8,9%
<b>COMMERCE AUTOMOBILE</b>					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	juin-10	814	63,5%	9,0%
	cumulées	juin-10	3 672	-	-0,8%

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines



## 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse monétaire

Accélération de la croissance de la masse monétaire

en millions de F CFP	juil.-08	juil.-09	juil.-10	var 09/08	var 10/09
Circulation fiduciaire	11 972	12 904	13 741	7,8%	6,5%
Dépôts à vue	171 470	181 775	225 140	6,0%	23,9%
<b>Total M1</b>	<b>183 442</b>	<b>194 679</b>	<b>238 881</b>	<b>6,1%</b>	<b>22,7%</b>
M2-M1	71 949	85 515	92 217	18,9%	7,8%
<b>Total M3</b>	<b>392 542</b>	<b>425 266</b>	<b>500 572</b>	<b>8,3%</b>	<b>17,7%</b>

### Concours de caractère bancaire

Les encours continuent de progresser

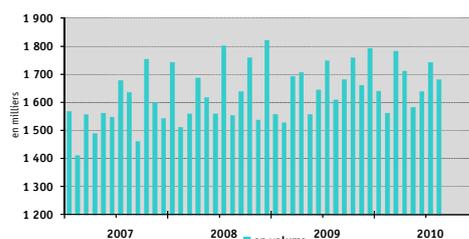
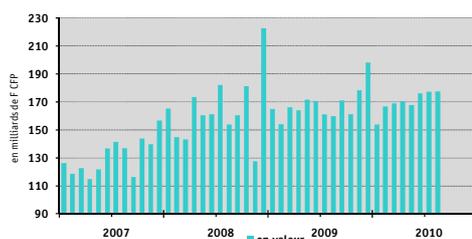
en millions de F CFP	juin-08	juin-09	juin-10	var 09/08	var 10/09
Entreprises (p)	324 063	363 980	387 019	12,3%	6,3%
Ménages (p)	288 033	312 299	342 245	8,4%	9,6%
Collectivités locales (p)	37 770	34 731	52 139	-8,0%	50,1%
Autres agents de CCB non ventilés (p)	7 783	9 600	4 701	23,4%	-51,0%
<b>Total encours sain (p)</b>	<b>657 648</b>	<b>720 610</b>	<b>786 104</b>	<b>9,6%</b>	<b>9,1%</b>
Créances douteuses brutes (p)	14 749	14 593	15 932	-1,1%	9,2%
<b>Total encours brut (p)</b>	<b>672 397</b>	<b>735 203</b>	<b>802 036</b>	<b>9,3%</b>	<b>9,1%</b>

(p) : Chiffres provisoires

### Compensation

Croissance des échanges de valeurs sur un an

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Compensation (en nbre)	mensuelle	août-10	1 681 764	-3,5%	4,6%
	cumulée	août-10	13 340 819	-	2,3%
Compensation (en milliards de F CFP)	mensuelle	août-10	177,4	0,1%	11,0%
	cumulée	août-10	1 357,8	-	3,5%



### Incidents de paiements

Forte augmentation des incidents de paiement et des retraits de cartes bancaires sur un an

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Incidents de paiements sur chèque	MM3*	août-10	1 792	6,8%	24,0%
	cumulés	août-10	14 530	-	5,0%
Retraits de cartes bancaires (flux)	MM3	août-10	205	23,9%	40,3%
	cumulés	août-10	1 310	-	6,2%

### Interdits bancaires

Accélération de la croissance des interdits bancaires sur un an

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	août-10	6 338	-1,7%	6,0%
	dont personnes physiques	août-10	5 625	-2,3%	5,3%
	dont personnes morales	août-10	713	2,6%	11,9%

### Cotation

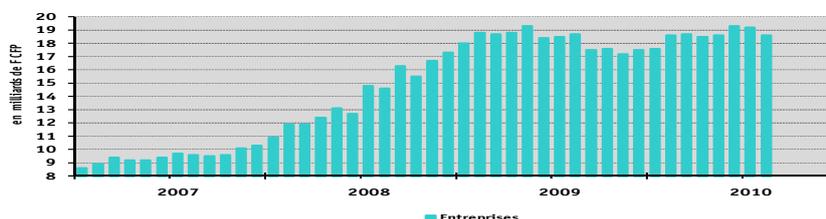
Le nombre d'entreprises cotées en baisse

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	Cotes valides	août-10	7 966	-0,7%	-3,3%
		août-10	3 488	-1,0%	-3,7%

### Refinancement des entreprises

Recul du réescompte IEOM

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	août-10	18,6	-2,9%	-0,6%



## 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	Var	
Indice des prix à la consommation	août	131,2	135,5	3,3	
<b>Entreprises</b>					
nb d'entreprises (a)	juin	47 206	51 058	8,2%	
	dont nb d'entreprises individuelles (a)	juin	41 147	44 831	9,0%
créations d'entreprises	juin	2 355	2 675	13,6%	
cessations d'entreprises (p)	juin	1 290	1 113	-13,7%	
liquidations judiciaires (nb)	juin	48	79	64,6%	
redressements judiciaires (nb)	juin	43	32	-25,6%	
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	août	637	713	11,9%	
ventes de ciment local (tonnes)	août	90 190	105 772	17,3%	
importation ciment (tonnes)	août	1 655	264	-84,0%	
total ciment (tonnes)	août	91 845	106 036	15,5%	
importations de biens d'équipement (M FCFP)	juin	13 723	15 935	16,1%	
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	août	6 114	5 520	-9,7%	
immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	juin	1 928	2 088	8,3%	
<b>Ménages</b>					
emploi salarié (nb)	mars	81 935	84 623	3,3%	
dont secteur privé	mars	58 355	60 623	3,9%	
dont secteur public	mars	23 580	24 000	1,8%	
demandes d'emploi de fin de mois	juil	7 137	7 215	1,1%	
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	juil	7 270	7 783	7,1%	
chômeurs indemnisés	juil	1 740	1 616	-7,1%	
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	août	742,4	787,1	6,0%	
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	août	5 342	5 625	5,3%	
décision retrait cartes bancaires	août	1 234	1 310	6,2%	
incidents paiements sur chèques	août	13 832	14 530	5,0%	
immatriculation de véhicules de tourisme neufs (nb)	juin	3 700	3 672	-0,8%	
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	août	10 119	11 356	12,2%	
importations de produits alimentaires (M FCFP)	juin	12 769	13 677	7,1%	
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	juin	7 131	7 877	10,5%	
<b>Echanges</b>					
nombre de touristes	juil	56 155	49 441	-12,0%	
nombre de croisiéristes	juil	77 498	95 105	22,7%	
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	juin	55,7%	53,5%	-2,1pt	
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	août	5,99	9,53	59,1%	
cours du nickel au LME en \$/lb	août	8,90	9,71	9,1%	
exportation de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	juil	1 552	1 502	-3,2%	
exportation de minerai de nickel (M FCFP)	juil	5 128	13 772	168,6%	
exportation métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	juil	30 876	33 395	8,2%	
exportation métallurgique de nickel (M FCFP)	juil	33 854	52 721	55,7%	
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	juil	794	630	-20,7%	
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	juil	961	875	-8,9%	
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	juil	39 943	67 368	68,7%	
part de ces produits dans le total des exportations	juil	92%	96%	4,36pt	
total des importations (M FCFP)	juil	122 656	145 847	18,9%	
total des exportations (M FCFP)	juil	43 545	70 112	61,0%	
taux de couverture	juil	35,50%	48,07%	12,6pts	
recettes douanières (M FCFP)	juil	22 799	25 203	10,5%	
<b>Indicateurs financiers (M de FCFP)</b>					
Dépôts à vue	juil	181 775	225 140	23,9%	
M1	juil	194 679	238 881	22,7%	
M2	juil	280 194	331 098	18,2%	
Dépôts à termes	juil	144 566	169 315	17,1%	
M3	juil	425 266	500 572	17,7%	
P1	juil	4 171	4 112	-1,4%	
coût du crédit aux entreprises- court terme	janv	5,85%	4,74%	-1,10 pt	
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	janv	5,40%	4,41%	-0,99 pt	
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	janv	5,83%	4,86%	-0,97 pt	
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	janv	18,50%	17,17%	-1,33 pts	
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	juin	735 203	802 036	9,1%	
Ménages	juin	312 299	342 245	9,6%	
dont crédits à la consommation	juin	64 062	66 806	4,3%	
dont crédits à l'habitat	juin	247 092	272 310	10,2%	
Entreprises	juin	363 980	387 019	6,3%	
dont crédits d'exploitation	juin	79 502	71 048	-10,6%	
dont crédits d'investissement	juin	201 326	211 951	5,3%	
dont crédits à la construction	juin	76 227	94 729	24,3%	
Collectivités locales	juin	34 731	52 139	50,1%	
dont d'investissement	juin	31 085	43 380	39,6%	
Autres agents de CCB non ventilés	juin	9 600	4 701	-51,0%	
créances douteuses brutes	juin	14 593	15 932	9,2%	
taux de créances douteuses brutes	juin	2,0%	2,0%	0, pt	
ensemble des actifs financiers	juin	517 548	585 322	13,1%	
Ménages	juin	290 664	311 518	7,2%	
Sociétés	juin	156 203	191 809	22,8%	
Autres agents	juin	70 681	81 995	16,0%	
dont assurances-vie	juin	77 129	83 995	8,9%	

(d) : provisoire (a) : actualisé

## 2 - Actualité régionale

### Assemblée Générale du Conseil des Jeux du Pacifique à Nouméa

A un an des jeux du Pacifique, les 22 délégations des pays participants aux XIV<sup>e</sup> Jeux du Pacifique se sont réunies du 23 au 30 août en Nouvelle-Calédonie, le pays organisateur. Plusieurs points ont été évoqués tels que les critères d'éligibilité des athlètes, la procédure de candidature et la désignation des pays organisateurs des jeux.

Après 1966 et 1987, c'est la troisième fois que la Nouvelle-Calédonie accueille les jeux du Pacifique. Pour l'édition de 2011, 15 milliards de F CFP seront investis par la Nouvelle-Calédonie pour la construction ou la rénovation d'infrastructures sportives sur les 37 sites qui accueilleront l'événement.

### Agriculture en Australie

Une invasion massive de sauterelles volantes, qui a déjà touché, depuis avril 2010, les États australiens du Queensland, de la Nouvelle-Galles-du-Sud et du Victoria (côte Est), pourrait coûter, au cours des mois à venir, des milliards de dollars au secteur agricole. Dans l'État du Victoria, le Président de la fédération des syndicats d'agriculteurs, Andrew Broad, a déclaré que les dégâts anticipés aux cultures (et en premier lieu la récolte de blé à venir) pourraient largement dépasser les deux milliards de dollars australiens (1,4 milliard d'euros). Les cours mondiaux du blé (l'Australie produisant un cinquième du total mondial) devraient logiquement s'en ressentir à court terme.

## 3 – Brèves locales

### Finances du Territoire

Le 24 août dernier s'est tenue la séance d'ouverture de la session budgétaire du Territoire relative au vote du budget supplémentaire 2010.

Lors de son discours d'ouverture, le Préfet a indiqué que le Territoire ne pourrait pas avoir recours cette année à l'excédent du Service des Postes et Télécommunications pour équilibrer ses comptes. En effet, le SPT souffre d'une baisse de ses recettes de téléphonie (en lien avec les recours importants à internet pour les liaisons internationales) et a par ailleurs dû mobiliser des fonds importants pour rétablir ses lignes à Futuna après le passage du cyclone Tomas.

### Trafic aérien

D'après les données fournies par le Service d'Etat de l'Aviation Civile (SEAC), le trafic aérien international affiche une hausse de 8,2% de janvier à juin 2010 par rapport à la même période en 2009. Selon l'enquête « passagers » du Service Territorial de la Statistique et des Etudes Economiques (STSEE) remplie par 5 200 personnes au cours du premier semestre 2010 (soit près de 80 % du flux entrant), 66,2% des passagers entrants sur le Territoire sont résidents à Wallis-et-Futuna. Les non résidents sont à 95% de nationalité française.

Les tarifs promotionnels appliqués du 06 septembre au 8 décembre 2010 au départ de Wallis et les congés scolaires devraient se traduire pour une amplification des mouvements de passagers d'ici la fin de l'année.

### Mini-jeux du Pacifique à Wallis-et-Futuna

L'Assemblée Générale du Conseil des jeux du Pacifique qui s'est tenue à Nouméa la semaine du 23 août a été l'occasion pour le Comité Organisateur (COWF) de Wallis et Futuna de faire valider son rapport d'étape pour l'organisation des Mini-Jeux du Pacifique de 2013, malgré une réserve émise concernant la présentation budgétaire. Début octobre, le COWF 2013 recevra une mission d'appui pour reformater le budget initial et rencontrer l'ensemble des partenaires financiers engagés dans cette opération.

Des travaux d'infrastructures sur le site de Kafika (rénovation de l'ancienne salle et construction d'un nouveau complexe sportif) sont d'ores et déjà engagés pour accueillir les mini-jeux de 2013. Les investissements prévus incluent aussi la construction d'une maison des sports et l'aménagement des sites de voile et de rame.

### Mouvement à l'IEOM

Mlle Anne-Charlotte TALBOT, du service des études de l'IEOM, a quitté le Territoire de Wallis-et-Futuna le 1<sup>er</sup> septembre 2010 et a été remplacée le jour même par Mlle Sigatai SIAKINUU, de retour sur l'archipel après avoir terminé ses études en administration économique et social en métropole.

## 4 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse Monétaire

Légère hausse de M3 sur le mois

en millions de F CFP	juil-09	juin-10	juil-10	▲/mois	▲/an n
Circulation fiduciaire	1 935	1 951	1 993	2,16%	3,0%
Dépôts à vue	3 394	2 573	2 714	5,48%	-20,0%
<b>Total M1</b>	<b>5 329</b>	<b>4 644</b>	<b>4 810</b>	<b>3,57%</b>	<b>-9,7%</b>
M2-M1	571	521	536	2,88%	-6,1%
<b>Total M3</b>	<b>6 636</b>	<b>5 662</b>	<b>5 858</b>	<b>3,46%</b>	<b>-11,7%</b>

### Concours à caractère bancaire

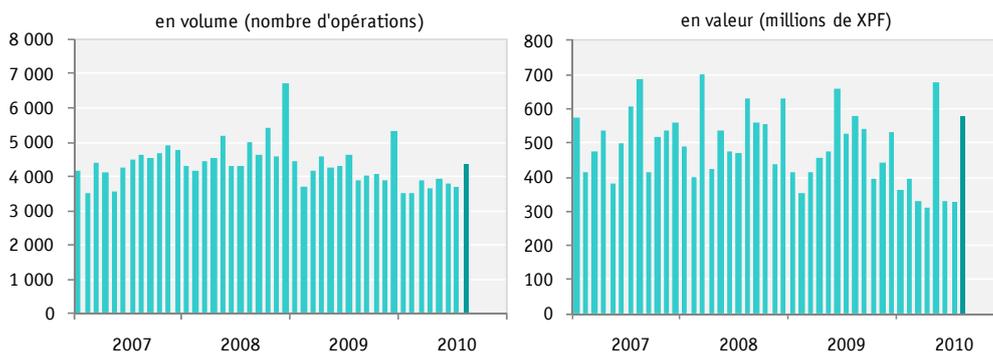
Forte baisse des concours bancaires sur un an

en millions de F CFP	juin-08	juin-09	juin-10	▲/an n-1	▲/an n
Crédits de trésorerie	993	994	859	0,1%	-13,6%
Crédits à l'équipement	1 338	1 558	1 331	16,4%	-14,6%
Crédits à l'habitat	672	565	418	-15,9%	-26,0%
Autres crédits	396	312	223	-21,2%	-28,5%
Sous total	3 399	3 429	2 831	0,9%	-17,4%
Créances douteuses brutes	677	718	769	6,1%	7,1%
<b>Total</b>	<b>4 076</b>	<b>4 147</b>	<b>3 600</b>	<b>1,7%</b>	<b>-13,2%</b>

### Compensation

Forte hausse des opérations de compensation en valeur sur le mois

	août-09	juil-10	août-10 cumul 2010	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	4 649	3 691	4 363	30 328	18,2%
Compensation (en millions de FCFP)	562	326	579	3 308	77,6%



### Incidents bancaires

Augmentation des incidents bancaires sur le mois

en nombre	août-09	juil-10	août-10 cumul 2010	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	66	56	69	593	23,2%
Retraits de cartes bancaires	2	2	1	21	-50,0%

### Interdits bancaires

Relative hausse des interdits bancaires

en nombre	août-09	juil-10	août-10	▲/mois	▲/an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>464</b>	<b>451</b>	<b>455</b>	<b>0,9%</b>	<b>-1,9%</b>
- dont personnes physiques	453	439	443	0,9%	-2,2%
- dont personnes morales	11	12	12	0,0%	9,1%

### Cotation

Augmentation mensuelle du nombre de cotes valides

en nombre	août-09	juil-10	août-10	▲/mois	▲/an
<b>Cotes valides</b>	<b>44</b>	<b>36</b>	<b>40</b>	<b>11,1%</b>	<b>-9,1%</b>
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	17	12	13	8,3%	-23,5%

## Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an	
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>			2 <sup>e</sup> T 2010	103,47	-	3,2%
<b>SMIG mensuel en XPF</b>			avr-10	82 206	3,0%	3,0%
<b>Nombre d'emplois salariés*</b>			déc-09	1 997	-	-0,2%
<b>Echanges extérieurs (millions de XPF)</b>						
Importations	mensuelles	août-10	283	-57,0%	-47,3%	
	cumulées	août-10	3 403	-	14,7%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	août-10	54	-64,3%	-48,3%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	août-10	619	-	10,1%	
Taxes intérieures de consommation	cumulées	août-10	265	-	-0,1%	
<b>SECTEURS D'ACTIVITÉ</b>			Données brutes	▲/mois	▲/an	
<b>Energie</b>						
Production nette d'électricité (milliers de kWh)		4 <sup>e</sup> T 2009	5 015	-	-6,0%	
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	mai-10	689	2,8%	12,2%	
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	mai-10	169	-2,1%	0,0%	
<b>Transports</b>						
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	août-10	2 412	-1,6%	24,0%	
	cumulé	août-10	18 648	-	8,9%	
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	août-10	983	-2,7%	-8,2%	
	cumulé	août-10	8 005	-	-2,0%	
Touchées de navires porte-conteneurs	mensuelles	août-10	5	66,6%	-16,7%	
	cumulées	août-10	35	-	-12,5%	
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs		août-10	5	66,6%	-50,0%	

\*chiffres provisoires

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

## 5 - Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	▲/an
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>	juin	100,30	103,47	3,2%
<b>Entreprises</b>				
nombre d'entreprises	juin	689	687	-0,3%
créations	juin	6	13	116,7%
fermetures	juin	8	30	275,0%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	août	12	12	0,0%
importations de biens d'équipement (M XPF)	août	447	549	22,9%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	août	5	50	900,2%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	août	43	33	-23,3%
<b>Ménages</b>				
emploi salarié (nb)*	déc	1 997	-	-
dont secteur privé*	déc	788	-	-
dont secteur public*	déc	1 209	-	-
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 <sup>er</sup> avril 2010	472,3	486,4	3,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	août	453	443	-2,2%
décision retrait cartes bancaires	août	13	21	61,5%
incidents paiements sur chèques	août	819	593	-27,6%
importations de produits alimentaires (M XPF)	août	847	1055,1	24,5%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	août	422	401	-4,9%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	août	54	117,7	117,2%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	août	57	34	-40,4%
<b>Echanges extérieurs en millions de XPF</b>				
importations	août	2 967	3403,2	14,7%
exportations	août	-	-	-
recettes douanières	août	835	892	6,8%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	août	562	619	10,1%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	août	265	265	-0,1%
<b>Indicateurs financiers</b>				
Dépôts à vue	juillet	3 394	2 817	-17,0%
M1	juillet	5 329	4 810	-9,7%
M2	juillet	5 900	5 243	-11,1%
Dépôts à terme	juillet	736	615	-16,5%
M3	juillet	6 636	5 858	-11,7%
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	juin	1 563	1237	-20,9%
dont crédits à la consommation	juin	995	819	-17,7%
dont crédits à l'habitat	juin	565	418	-26,0%
Entreprises	juin	1 380	1194	-13,5%
dont crédits d'exploitation	juin	166	129	-22,3%
dont crédits d'investissement	juin	1 193	1011	-15,3%
dont crédits à la construction	juin	0	0	-
Collectivités locales	juin	365	320	-12,3%
Autres agents et CCB non ventilés	juin	123	80	-35,0%
créances douteuses brutes	juin	718	769	7,1%
taux de créances douteuses	juin	17,3%	21,4%	+ 4,1 pt
ensemble des actifs financiers				
Ménages	juin	2 882	2717	-5,7%
Sociétés	juin	2 574	1600	-37,8%
Autres agents	juin	4 154	4014	-3,4%
dont assurances-vie	juin	752	864	14,9%

\*chiffres définitifs au 31/12/2009

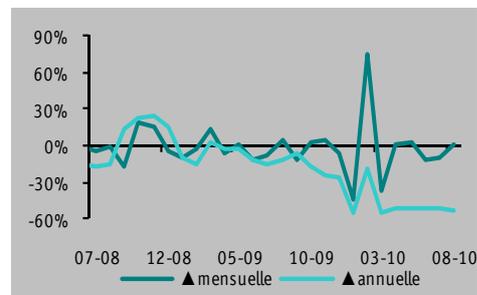
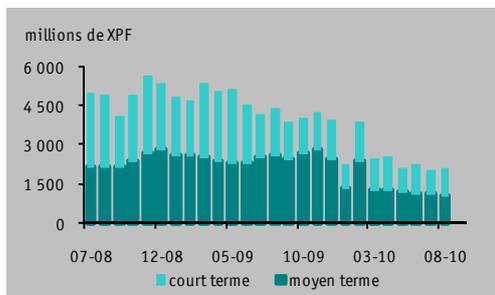
Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

## 2 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Refinancement des établissements de crédit

Accroissement du refinancement à court terme sur le mois.

en millions de F CFP	août-09	juil-10	août-10	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 718	931	996	7,0%	-42,0%
Utilisations à moyen terme	2 475	1 058	1 027	-2,9%	-58,5%
<b>Refinancement total</b>	<b>4 193</b>	<b>1 989</b>	<b>2 023</b>	<b>1,7%</b>	<b>-51,8%</b>



### Cotation

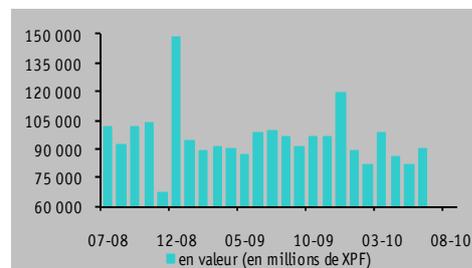
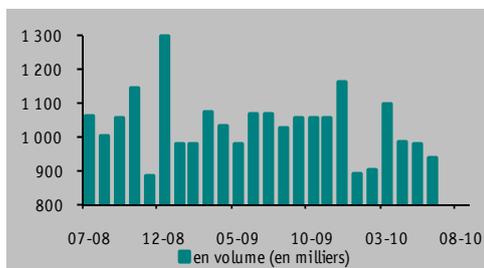
Diminution sur le mois de la proportion d'entreprises éligibles au refinancement.

en nombre	août-09	juil-10	août-10
Entreprises cotées :	4 710	5 936	6 139
<i>dont éligibles au refinancement</i>	<i>1 677</i>	<i>1 677</i>	<i>1 709</i>
<i>en %</i>	<i>35,6%</i>	<i>28,3%</i>	<i>27,8%</i>

### Compensation

Baisse des opérations en volume et en valeur au mois d'août.

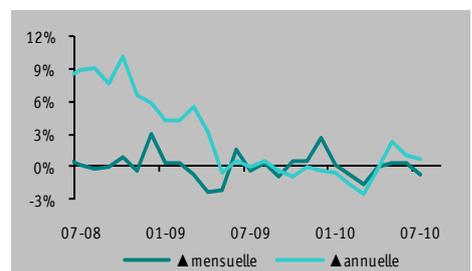
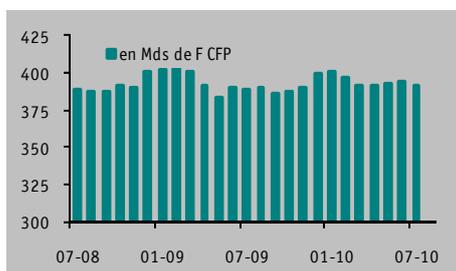
	juil-10	août-10	▲/mois	Cumul 2010	▲ cumul/an
Nombre	1 021 372	1 004 257	-1,7%	7 797 792	-4,6%
Montant (millions de F CFP)	98 163	95 052	-3,2%	719 305	-3,1%



### Masse monétaire

Diminution des dépôts à vue sur le mois.

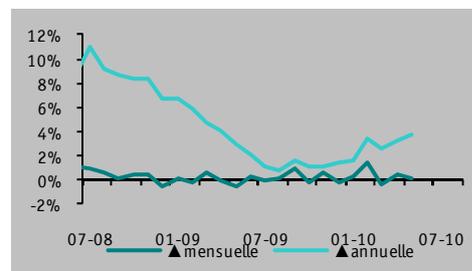
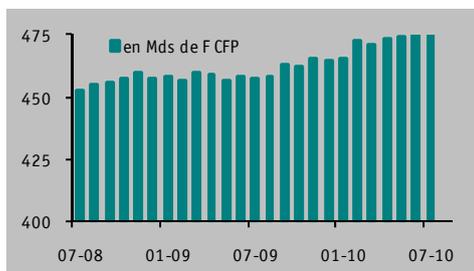
en millions de F CFP	juil-09	juin-10	juil-10	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	13 811	14 569	14 573	0,0%	5,5%
Dépôts à vue	140 087	152 979	149 099	-2,5%	6,4%
Comptes sur livrets	101 445	110 130	109 949	-0,2%	8,4%
Comptes d'épargne logement	210	224	228	1,8%	8,6%
Dépôts à terme	121 892	111 979	113 115	1,0%	-7,2%
Autres	10 717	4 368	4 598	5,3%	-57,1%
<b>Total M3</b>	<b>388 162</b>	<b>394 248</b>	<b>391 562</b>	<b>-0,7%</b>	<b>0,9%</b>



## Concours des banques locales à l'économie

Progression de l'encours de crédit de trésorerie en juillet.

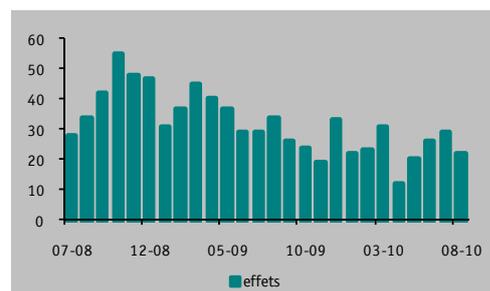
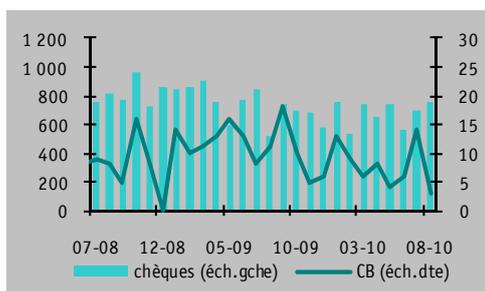
en millions de F CFP	juil-09	juin-10	juil-10	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	134 163	140 335	140 351	0,0%	4,6%
Crédits d'équipement	61 875	63 359	62 923	-0,7%	1,7%
Crédits à l'habitat	152 139	154 047	154 589	0,4%	1,6%
Autres crédits	32 685	20 191	20 148	-0,2%	-38,4%
Créances dout. brutes	33 286	44 183	45 454	2,9%	36,6%
<b>Total CCB</b>	<b>455 561</b>	<b>478 530</b>	<b>482 780</b>	<b>0,9%</b>	<b>6,0%</b>



## Incidents de paiement

Hausse des incidents de paiement sur chèques sur le mois comme sur l'année.

en nombre	août-09	juil-10	août-10	▲/mois	▲/an
<b>Incidents de paiements :</b>	<b>564</b>	<b>743</b>	<b>782</b>	<b>5,2%</b>	<b>38,7%</b>
- sur chèques	519	700	757	8,1%	45,9%
- sur effets	34	29	22	-24,1%	-35,3%
- retraits de cartes bancaires	11	14	3	-78,6%	-72,7%



## Interdits bancaires

Légère baisse du nombre de personnes physiques frappées d'une interdiction bancaire en août.

en nombre	août-09	juil-10	août-10	▲/mois	▲/an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>3 950</b>	<b>3 928</b>	<b>3 908</b>	<b>-0,5%</b>	<b>-1,1%</b>
- dont personnes physiques	3 509	3 480	3 454	-0,7%	-1,6%
- dont personnes morales	441	448	454	1,3%	2,9%

## 3 – Brèves économiques locales

### Finances publiques

#### Fonds Intercommunal de Péréquation.

Lors de la réunion du Comité des finances locales du 2 septembre 2010, les représentants des maires ont souhaité que l'interprétation de l'article 52 de la loi organique du 27 février 2004, qui régit les conditions de versement de la quote-part de la Polynésie française au Fonds Intercommunal de Péréquation (FIP) soit clarifiée. Après concertation, le Haut-commissaire et le Président de la Polynésie française ont décidé de répondre favorablement à la demande des élus en saisissant le Tribunal administratif de Papeete.

#### Déplacement des représentants locaux à Paris.

A l'invitation de Mme Marie-Luce Penchard, ministre chargée de l'Outre-mer, une délégation d'élus et de représentants des partis politiques de la Polynésie française s'est rendue à Paris afin de se prononcer sur les propositions du rapport Barthélémy, portant sur la réforme du scrutin et la stabilisation des institutions polynésiennes. Ce déplacement a été l'occasion, pour le Président de la Polynésie française, accompagné du ministre des Affaires foncières et du ministre du Tourisme, d'échanger sur différents dossiers avec ses interlocuteurs parisiens. Le Président de la Polynésie française a été reçu par la Secrétaire d'Etat au Commerce Extérieur et le Directeur général de l'Agence Française de Développement (AFD) pour négocier l'octroi d'un prêt de 5 milliards de F CFP. Ce dernier, nécessaire au financement du budget d'investissement de la Polynésie française, demeure conditionné par la mise en œuvre des préconisations du rapport Bolliet. Par ailleurs, la rencontre avec le secrétaire d'Etat aux Transports a permis d'évoquer la rénovation de l'aéroport international de Tahiti-Faa'a, dans l'optique d'accueillir à terme les Airbus A 380, et d'attirer l'attention de l'Etat sur les répercussions, sur le tourisme et le trafic aérien, des récentes taxes aéroportuaires : la taxe d'aéroport et la taxe de survol océanique. Enfin, le vice-président du Pays a quant à lui pu échanger avec le ministère de la Défense sur la signature du contrat de Redynamisation des Sites de Défense.

#### Création de la direction des impôts et des contributions publiques.

Le Conseil des ministres s'est réuni, le 25 août 2010, sous la présidence du ministre des Finances, afin d'approuver la constitution de la Direction des Impôts et des Contributions Publiques (DICP) qui remplacera, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, l'actuel service des contributions. Cette direction a pour finalité de rendre la gestion des taxes plus efficiente en passant par une structuration des impôts calculés par missions, plutôt que par nature, et en privilégiant une déconcentration de la décision ainsi qu'une poly-compétence des équipes au service de l'utilisateur.

### Tourisme

#### Fermeture du Bora Bora Lagoon Resort.

La Direction du Bora Bora Lagoon Resort a annoncé, le 7 septembre 2010, la fermeture de l'établissement qui emploie 106 salariés. Depuis le passage du cyclone Oli en février dernier, qui avait occasionné d'importants dégâts dans l'hôtel, ce dernier avait été fermé pour réparation. Les difficultés financières de l'hôtel conjuguées à une indemnisation partielle des dégâts par les assurances ne permettant pas d'assurer la remise en état de la structure, la direction de l'hôtel a décidé d'arrêter son activité.

#### Création d'un guichet unique pour la petite hôtellerie.

Une permanence dédiée aux pensions de famille et à la petite hôtellerie a été inaugurée, le 16 août 2010 à Papeete, sous l'égide de l'association des hôtels de famille de Tahiti et ses îles, en partenariat avec le GIE Tahiti Tourisme, supportant les frais de son fonctionnement. Cette structure vise à faciliter le fonctionnement des établissements dans les démarches administratives, de commercialisation et de promotion. Elle devrait également permettre aux responsables de ce segment touristique de se concerter en vue de définir une stratégie commune en matière de promotion, de mise aux normes ou encore de classement des unités hôtelières familiales. L'association travaille notamment avec le COST (Conseil d'Orientation Stratégique du Tourisme) pour arrêter les actions prioritaires à mettre en œuvre pour son développement. L'hôtellerie familiale totalise 281 structures dont une centaine sont d'ores et déjà affiliées à ce guichet unique.

#### Tourisme de croisière : simplification de la réglementation et création d'un fonds de développement.

La Commission des affaires économiques a adopté un projet de loi du Pays visant à simplifier la réglementation applicable aux paquebots de croisière effectuant des escales en Polynésie française en rationalisant les quelques 85 textes en vigueur actuellement. Ce texte propose notamment la mise en place d'une taxe unique perçue par le Port Autonome, la Taxe pour le Développement de la Croisière (TDC), qui serait affectée à un fonds destiné à financer des actions de promotion des sites de croisières (animations et autres manifestations touristiques, aménagement de zones touristiques...). Le projet de loi du Pays devrait être proposé en séance plénière à l'Assemblée de la Polynésie française à la fin du mois de septembre.

## Perliculture

Reprise des ventes aux enchères de perles noires.

La vente aux enchères organisée par le GIE POE O RIKITEA fin août 2010 signe la reprise des ventes aux enchères de perles de culture de Tahiti. Dans le prolongement, deux nouvelles ventes aux enchères de perles de Tahiti, initiées par la Maison de la Perle sous l'égide du ministère des ressources maritimes, devraient se dérouler à Bora Bora en Octobre 2010. Ces événements visent à se réapproprier la commercialisation de perles de culture de Tahiti mais également à inciter les perliculteurs à produire des perles de meilleure qualité.

## Transports

Desserte Tahiti/Moorea.

La direction d'Air Moorea a annoncé l'arrêt de ses dessertes à destination de l'île sœur de Tahiti à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2010. En parallèle, la compagnie qui affrète le navire rapide *Moorea Express*, reliant Tahiti et Moorea, a fait part de l'arrêt des rotations de ce navire pour raisons techniques à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2010 et pour une durée indéterminée. Le trafic total de passagers entre les deux îles est estimé à 1,7 million de personnes par an.

## Economie

Avis favorable du CESC sur le projet de loi du pays portant modification des conditions d'émission d'obligations.

Le Conseil Economique, Social et Culturel (CESC) a donné un avis favorable, le 2 septembre 2010, sur le projet de loi de pays portant modification des conditions d'émission d'obligations. Le projet de texte soumis au CESC s'adresse aux petites et moyennes entreprises (PME) faisant appel au financement de la Société de Financement du Développement de la Polynésie française (SOFIDEP) pour consolider leurs besoins en fonds propres et faciliter leur accès aux crédits bancaires. Ce projet, élaboré par le ministère de la Reconversion économique, vise à supprimer le délai de deux ans permettant à des SARL de modifier leur statut en société par actions (SA ou SAS) et ainsi autoriser l'intervention de la SOFIDEP sous forme d'Obligations Convertibles en Action (OCA).

## Télécommunication

Haut débit et baisse des prix pour les internautes polynésiens.

L'unique fournisseur d'accès à Internet, Mana filiale de l'Office des Postes et des Télécommunications, a présenté, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, ses nouvelles offres haut débit permises par le câble *Honotua*. Quatre nouvelles formules d'abonnement se substituent désormais à la dizaine d'offres existantes et permettent une baisse significative des tarifs et des volumes de téléchargement illimités. Outre une démocratisation de l'accès à Internet, ces offres favorisent l'utilisation des nouveaux usages de l'ADSL en Polynésie française, dont notamment la vidéo en ligne, les visioconférences, la sauvegarde en ligne et le streaming (radio/télé).

Arrivée de la télévision numérique.

Le déploiement de la télévision numérique terrestre (TNT) en Polynésie française est programmé pour le 30 novembre 2010. La TNT permettra aux Polynésiens de recevoir gratuitement de nouvelles chaînes de télévision. Outre TNTV et Télé Polynésie, le premier bouquet de la TNT donnera accès aux chaînes du service public national que sont France 2, France 3, France 4, France 5, France Ô, Arte et France 24.

## Environnement

Réseau d'assainissement de la ville de Papeete.

Deux conventions de financement pour un montant de près de 1,9 milliard de F CFP dédié à l'extension des travaux d'assainissement collectif des eaux usées de la ville de Papeete ont été signées mercredi 1<sup>er</sup> septembre 2010. Il s'agit de la plus importante opération communale entrant dans l'axe « Environnement » du contrat de projets 2008-2013.

## **4 – Brèves économiques régionales**

### Australie

Maintien du taux directeur par la Reserve Bank of Australia

La Banque centrale d'Australie (RBA) a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés à 4,5% pour le quatrième mois consécutif. L'inflation devrait demeurer dans l'objectif de la banque centrale soit entre 2 % et 3 %. L'Australie présente un taux de chômage de 5,2 % et une croissance de 2,75 % en 2009 qui devrait de nouveau progresser cette année, tirée par la forte reprise des investissements dans le secteur minier au premier semestre. L'économie australienne a affiché au deuxième trimestre la plus forte croissance de ces trois dernières années, dynamisée par une consommation des ménages supérieure aux attentes et la hausse des exportations, soutenues par la reprise économique en Asie.

### Nouvelle Zélande

Séisme de Christchurch

Un puissant séisme a frappé Christchurch le 4 septembre 2010. Le tremblement de terre de magnitude 7 n'a pas fait de victime mais a endommagé quelque 100 000 habitations, des routes et des infrastructures d'adduction et de traitement d'eau. Les estimations pour la remise en état des fondations et des bâtiments atteignent près de 4 milliards de dollars néo-zélandais (2,27 milliards d'euros).

## Les indicateurs de référence

	date	2009	m-1	2010	Δ	Glissement	
<b>Indicateurs macroéconomiques</b>							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	juil	102,3	103,1	104,8	1,7%	2,5%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	juin	123,5	121,8	120,9	-0,7%	-2,1%	
Commerce extérieur							
Exportations (en M F CFP)	juin	454,4	1 043,1	578,5	-44,5%	27,3%	
Importations (en M F CFP)	juin	12 726,0	13 818,3	12 351,0	-10,6%	-2,9%	
						(source : ISPF)	
<b>Entreprises</b>							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	juin	2 081,0	1 824,4	2 012,0	10,3%	-3,3%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	juin	136,0	135,0	112,0	-17,0%	-17,6%	
	Camions	8,0	12,0	12,0	0,0%	50,0%	
	Camionnettes	128,0	123,0	100,0	-18,7%	-21,9%	
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	juil	441,0	448,0	454,0	1,3%	2,9%	
						(sources : ISPF, IEOM)	
<b>Ménages</b>							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	juin	2 160,0	2 417,9	2 119,0	-12,4%	-1,9%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	juin	2 657,0	3 087,7	2 833,0	-8,2%	6,6%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	juin	267,0	289,0	298,0	3,1%	11,6%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	juil	3 509,0	3 480,0	3 454,0	-0,7%	-1,6%	
						(sources : ISPF, IEOM)	
<b>Secteurs</b>							
<b>Agriculture</b>							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	juin	593,0	296,0	809,0	173,3%	36,4%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	juin	620,0	331,4	897,0	170,7%	44,7%	
<b>BTP</b>							
Importations de ciment (en M F CFP)	juin	59,3	48,6	89,3	83,7%	50,6%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	juin	89,9	372,0	62,4	-83,2%	-30,6%	
<b>Industrie</b>							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	juin	3,3	23,4	14,9	-36,3%	351,5%	
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	jan	31,5	117,7	117,7	0,0%	273,7%	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	juin	62,1	66,0	56,9	-13,8%	-8,4%	
<b>Tourisme</b>							
Trafic aérien (nb)	juil	57 827	39 000	59 376	52,2%	2,7%	
Nombre de touristes	juin	13 824	11 525	12 119	5,2%	-12,3%	
Taux d'occupation hôtelière	juil	58,6%	67,5%	67,3%	+ 0,3pt	+ 8,7 pts	
						(sources : ISPF, CPH)	
<b>Indicateurs financiers</b>							
<b>Dépôts</b>							
Ménages							
	Dépôts à vue	juil	57 385	58 334	59 912	2,7%	4,4%
	Comptes sur livret	juil	95 530	103 434	103 378	-0,1%	8,2%
	Dépôts à terme	juil	65 331	54 875	51 146	-6,8%	-21,7%
Entreprises							
	Dépôts à vue	juil	67 849	78 285	78 032	-0,3%	15,0%
	Dépôts à terme	juil	39 081	42 746	42 746	0,0%	9,4%
<b>Encours bancaires</b>							
Ménages							
	Crédits de trésorerie	juil	90 090	86 439	86 690	0,3%	-3,8%
	Crédits à l'habitat	juil	127 044	131 118	131 784	0,5%	3,7%
Entreprises							
	Crédits de trésorerie	juil	42 885	52 972	52 456	-1,0%	22,3%
	Crédits d'équipement	juil	57 393	54 015	53 401	-1,1%	-7,0%
<b>Créances douteuses</b>							
	Créances douteuses brutes	juil	33 115	44 390	45 454	2,4%	37,3%
						(source : IEOM)	

## 4 – Les taux

### TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

### TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,55% à 6,00% (Taux SGFGAS à partir du 01/08/2010)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

### TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

#### taux d'intérêt en fin de mois

	31/08/2010	30/07/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08	taux de base bancaire	taux	date d'effet
EONIA	0,3920%	0,4230%	- 0,031 pt	0,4100%	- 0,018 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,6220%	0,6450%	- 0,023 pt	0,4530%	+ 0,169 pt	banques locales		
EURIBOR 3 mois	0,8860%	0,8960%	- 0,010 pt	0,7000%	+ 0,186 pt	taux d'intérêt légal	taux	JORF
EURIBOR 6 mois	1,1370%	1,1450%	- 0,008 pt	0,9940%	+ 0,143 pt	année 2010	0,65%	11/02/2010
EURIBOR 12 mois	1,4140%	1,4170%	- 0,003 pt	1,2480%	+ 0,166 pt	année 2009	3,79%	11/02/2009

#### taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/08/2010	30/07/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08	Définitions
TEMPE	0,4199%	0,4768%	- 0,085 pt	0,3476%	+ 0,044 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average
EURIBOR 1 mois	0,6400%	0,5830%	+ 0,057 pt	0,4790%	+ 0,161 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
EURIBOR 3 mois	0,8950%	0,8480%	+ 0,047 pt	0,7120%	+ 0,183 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
EURIBOR 6 mois	1,1470%	1,1040%	+ 0,043 pt	0,9950%	+ 0,152 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
EURIBOR 12 mois	1,4210%	1,3730%	+ 0,048 pt	1,2420%	+ 0,179 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
TMO	2,9600%	3,2700%	- 0,310 pt	3,7400%	- 0,780 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)
TME	2,7600%	3,0700%	- 0,310 pt	3,5400%	- 0,780 pt	
TRBOSP	2,7800%	3,2800%	- 0,500 pt	3,7600%	- 0,980 pt	

#### taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	31/08/2010	30/07/2010	31/12/2009	31/08/2010	30/07/2010	31/12/2009	31/08/2010	30/07/2010	31/12/2009
taux JJ	0,240%	0,355%	0,145%	0,095%	0,160%	0,430%	0,490%	0,465%	
3 mois	0,400%	0,750%	0,375%	0,360%	0,425%	0,305%	0,840%	0,850%	2,850%
10 ans emprunts phares	2,520%	2,910%	3,840%	0,990%	1,060%	nd	2,820%	3,330%	3,020%

### TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er juillet 2010)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,27%
Prêts à taux fixe	6,09%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,99%
Prêts à taux variable	5,35%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,25%
Prêts relais	5,96%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,39%
<b>Crédits de trésorerie</b>		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,93%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,15%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,27%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	8,61%		

### TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	94,1102	1 NZD/XPF	65,6138	1 HKD/XPF	12,0961	1 GBP/XPF	144,6796	
100 JPY/XPF	111,4521	1 AUD/XPF	#VALEUR!	1 SGD/XPF	69,4072	100 VUV/XPF	92,7403	1 FJD/XPF	49,3045

Directeur et responsable de la publication : Y. BARROUX  
Éditeur et imprimeur IEOM – 164, rue de Rivoli - 75001 PARIS

Dépôt légal : septembre 2010 – Achevé d'imprimer le 21 septembre 2010 – N°ISSN 1955-8376

